

*Accords fiscaux—Loi*

Nous allons également supprimer les abris fiscaux correspondants aux investissements dans des véhicules de loisir et des yachts. Nous avons mis fin au fractionnement du revenu entre les membres d'une même famille au moyen de prêts sans intérêt. Nous avons mis fin aux opérations relatives aux avoirs miniers restreints dans le secteur pétrolier et gazier. Nous avons empêché le recours à des fiducies pour distribuer des revenus de placements en franchise d'impôt. Ce ne sont là que quelques-unes des mesures que le gouvernement a prises dans son dernier budget, montrant ainsi aux Canadiens qu'il est conscient de ses responsabilités financières.

Sans vouloir m'écarter du sujet, je voudrais aborder une question que j'ai l'intention de soulever, la semaine prochaine, lorsque ma motion d'initiative parlementaire sera débattue. J'ai l'intention de m'étendre sur les lignes de force du projet de loi Gramm-Rudman-Hollings aux États-Unis, que le président Reagan a ratifié en décembre dernier. En gros, il oblige le gouvernement à équilibrer son budget à quelques exceptions près sur une période de cinq ans. Ma motion est relativement ouverte. Je souhaite qu'elle soit renvoyée au comité afin que les membres du comité et ultérieurement la Chambre puissent décider s'il fait prendre des mesures législatives pour rectifier complètement la responsabilité financière de notre Chambre.

J'attends avec impatience la discussion sur cette motion d'initiative parlementaire la semaine prochaine car je pense qu'elle est d'une importance vitale. Elle représente quelque chose de crucial pour les Canadiens, qui se rendent de plus en plus compte de l'importance critique de la question pour notre pays. Nous ne nous contentons pas de brandir des chiffres. Il s'agit ici de la santé financière de notre pays et de notre aptitude à développer comme nous le souhaitons nos programmes sociaux. Du fait des aberrations des dépenses et du gaspillage de l'argent des contribuables pendant plus de dix ans, la marge de manoeuvre et la capacité du gouvernement d'améliorer certains programmes se trouvent limitées.

La réalité, c'est que presque 40 p. 100 de l'argent du fisc sont consacrés au service de la dette dont a hérité notre gouvernement. Nous y faisons face de façon responsable. Nous ne tournons pas le dos. Nous avons dû nous pencher sur des centaines de programmes lancés au cours des années passées.

Je tiens à féliciter tous ceux qui ont participé pendant environ 18 mois au groupe de travail Nielson. Ils ont étudié 989 projets différents au sein du gouvernement. Des dizaines d'hommes et de femmes du secteur privé ont pris le temps de venir à Ottawa semaine après semaine étudier de près ces programmes pour voir comment on pourrait éliminer le gaspillage, mettre à profit de meilleures idées, et utiliser de façon plus efficace et plus prudente l'argent du fisc. Le rapport déposé à la Chambre a réjoui beaucoup d'entre nous. Nous avons été enchantés de cette démarche.

Le rapport a été distribué aux divers comités et je suis persuadé que dans les mois à venir on économisera des millions de dollars aux contribuables. Dans les dernières décennies, jamais un gouvernement n'avait entrepris d'obtenir une vue aussi complète de la façon dont nous dépensons et de celle dont nous devrions dépenser. Notre objectif était très global et j'espère des résultats extraordinaires.

La situation dans le domaine de la création d'emplois illustre également l'ampleur de nos progrès. Il nous a fallu créer une

stratégie de limitation des dépenses tout en générant une croissance économique. Les résultats parlent d'eux-mêmes. En ce qui concerne les emplois, nous en avons créé presque 600,000, dont près de 300,000 pour les femmes. Le chômage des jeunes est tombé de 18.4 p. 100 à 15.4 p. 100 depuis l'élection du gouvernement. Plus de 60,000 emplois ont été créés pour les jeunes de ce pays.

• (1700)

Le gouvernement prend d'autres initiatives très constructives au sujet de différents programmes sociaux. Aucune étude sérieuse sur notre régime d'assurance-chômage n'a été faite depuis des années. Grâce au ministre responsable, la Commission Forget a fait une tournée dans le pays, et elle a écouté des dizaines et des dizaines de témoins. Le gouvernement va, j'en suis sûr, faire preuve de bienveillance et de sensibilité pour améliorer la situation.

Contrairement à ce que l'opposition voudrait faire croire aux Canadiens, le gouvernement actuel est bienveillant. Nous sommes tellement bienveillants que nous voulons mettre de l'ordre dans nos finances pour pouvoir offrir des programmes aux nécessiteux, aux personnes âgées et aux jeunes. Nous ne négligeons pas pour autant notre responsabilité de rétablir la responsabilité financière du gouvernement. On ne peut pas continuer à ne pas tenir compte des rentrées et à dépenser sans compter pendant des décennies. Le gouvernement s'est rendu compte que ses recettes se chiffraient à 65 milliards alors que les programmes actuels coûtent 100 milliards.

Je répète que le projet de loi C-96 ne réduit pas le montant des crédits. Il réduit l'augmentation des paiements d'environ 2 p. 100 par an tout en continuant à augmenter les montants d'environ 25 milliards en cinq ans, soit une augmentation de près de 40 p. 100. Je répète et j'insiste sur le fait qu'il faut absolument réduire le déficit si nous voulons assainir notre économie. Si les taux d'intérêt et l'inflation ont fléchi comme ils l'ont fait, c'est que la situation économique s'améliore. Cette situation a une incidence très forte sur nos soins de santé et sur l'enseignement postsecondaire. Ces deux secteurs en profitent énormément. Personne ne se soucie autant que nous de la nécessité d'avoir des services de santé et un système d'enseignement postsecondaire qui n'ont rien à envier aux autres pays du monde.

Rappelons-nous aussi que les perspectives d'emploi étaient particulièrement sombres, il y a deux ans, pour les jeunes du pays. Cependant, grâce à la confiance renouvelée que les Canadiens accordent au gouvernement progressiste-conservateur, la perspective qui s'offre aux jeunes qui terminent leurs études postsecondaires est extrêmement brillante. On peut examiner nos réalisations dans les moindres détails. On y découvrira la compréhension dont nous faisons preuve à l'égard de tous les habitants de notre grand pays, de nos jeunes, de nos personnes âgées et de nos contribuables.

Permettez-moi de m'arrêter aussi sur ce point. Nous sommes l'un des pays où les impôts sont le plus élevés au monde. La dernière chose que le ministre des Finances (M. Wilson) voulait faire dans ses budgets était d'augmenter les taxes. Cependant, étant donné la situation dont nous avons hérité, il n'avait guère le choix. Les Canadiens examineront la situation dans son ensemble et non d'une façon fragmentaire comme le fait l'Opposition. Ils nous appuieront. Non sans réticence bien sûr,